



Ministère de la culture

Direction générale des médias et des industries culturelles

<p>Consultation publique sur les perspectives de diffusion et de distribution des services de télévision en France au-delà de 2030</p>

Février 2025

Sommaire

0.	Contexte	2
1.	Les habitudes de consommation évoluent et se diversifient	4
2.	Le secteur s'adapte aux usages des téléspectateurs	6
3.	Les modes de réception de la télévision diffèrent dans leurs caractéristiques	7
3.1.	La TNT	7
3.2.	La télévision par satellite	8
3.3.	L'IPTV	8
4.	Les évolutions possibles des modes de diffusion et de distribution	9
4.1.	La difficulté de maintenir le statu quo	10
4.2.	L'hybridation des modes de distribution	10
4.3.	La convergence vers une distribution entièrement par internet	10
5.	L'avenir de la TNT au carrefour d'enjeux multiples	11
5.1.	Les échéances dans lesquelles s'inscrit l'avenir de la TNT	11
5.2.	La TNT et le mobile se disputent de longue date l'accès aux fréquences	12
5.3.	L'implication d'une limitation de l'accès aux fréquences pour la TNT	13
6.	La réflexion sur l'avenir de la télévision doit être coordonnée et anticipée	13
6.1.	Evolutions de la TNT	13
6.2.	Diffusion des services nationaux sur les interfaces connectées	14
7.	Modalités pratiques de réponse à la consultation	14

0. Contexte

L'article 21 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication garantit, jusqu'au 31 décembre 2030, l'accès de la télévision numérique terrestre (TNT) aux fréquences qu'elle exploite actuellement¹. Ce même article prévoit qu'avant le 31 décembre 2025, le Gouvernement français doit remettre au Parlement un rapport « *relatif aux perspectives de diffusion et de distribution des services de télévision en France* ».

La présente consultation publique a pour objectif de recueillir la vision des parties prenantes, et plus généralement du grand public, en vue de la rédaction de ce rapport. Elle s'inscrit dans un contexte d'évolution substantielle des habitudes de consommation de contenus audiovisuels et notamment de concurrence croissante de la télévision par les services de médias audiovisuels à la demande (SMAD). La télévision reste pour autant essentielle pour les Français, offrant divertissement, éducation, culture commune et compréhension du monde. C'est un vecteur clé d'information et de diffusion des grands événements, comme l'ont démontré les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024², ou en période de crise, comme lors de la pandémie de COVID-19³.

Au sein de l'offre télévisuelle nationale, la télévision numérique terrestre (TNT)⁴, dont les services sont repris sur tous les modes de réception, propose un choix de services gratuits⁵ même dans les zones reculées, souvent sous-titrés et audiodécrits. Toutefois, les modes de réception ont évolué :

- **La télévision hertzienne terrestre** est passée de la diffusion analogique de six services d'une faible qualité d'image, à la diffusion numérique d'une trentaine de services bientôt intégralement en haute définition (HD). Elle s'appuie sur un réseau robuste⁶, couvrant plus de 95 % de la population métropolitaine⁷ et adapté notamment à la communication de crise. C'est aujourd'hui le deuxième mode de réception de la télévision le plus utilisé par les Français et environ deux foyers métropolitains équipés d'un téléviseur sur cinq l'utilisent⁸. L'offre de TNT en métropole se compose actuellement de 25 services nationaux gratuits, bientôt tous en HD, d'un service gratuit en ultra-haute définition (UHD)⁹ disponible auprès de 75 % de la population, de 42 services locaux et de 5 services payants, dont quatre du groupe Canal Plus devraient cesser d'émettre en 2025, comme l'a annoncé l'éditeur dans un communiqué de presse, le 5 décembre 2024 :

¹ La TNT exploite la bande de fréquences 470-694 MHz conformément au tableau national de répartition des bandes de fréquences (TNRBF) adopté par arrêté par le Premier ministre. Les microphones sans fil et les liaisons d'ordre pour la production audiovisuelle et le spectacle vivant (PMSE, pour *Program Making and Special Events*) sont également autorisés à utiliser ces fréquences sous réserve de ne pas brouiller ni de ne demander de protection à la TNT. Enfin, l'Observatoire de Paris, établissement sous tutelle du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, a passé un accord de non-interférence avec l'Arcom pour l'exploitation du canal 608-614 MHz pour des observations de radioastronomie depuis son site de Nançay (Cher).

² La cérémonie d'ouverture a été suivie par 24,4 millions de téléspectateurs sur France 2, en direct et en rattrapage.

³ Pendant le 1^{er} confinement de 2020, entre mi-mars et le 10 mai, presque 48 millions de Français ont regardé quotidiennement la télévision, contre un peu plus de 42 millions à la même période l'année précédente. En outre, en 2024, l'allocution du Président de la République annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale a été suivie par 15,3 millions de téléspectateurs, soit 2 téléspectateurs sur 3.

⁴ La TNT est un mode de diffusion et de réception de la télévision, qui s'appuie sur une diffusion hertzienne terrestre depuis un réseau de plus de 1600 sites d'émissions métropolitains et 200 sites ultramarins. L'offre de TNT renvoie aux services diffusés sur la TNT et qui sont également disponibles sur les autres modes de diffusion et de distribution.

⁵ Le modèle « gratuit » de la télévision doit être compris comme un modèle sans surcoût monétaire pour le téléspectateur. Ces services ont des coûts de diffusion et de distribution, éditoriaux et de fonctionnement pour leurs éditeurs. Dans le cas des services gratuits privés, ils sont financés par la publicité, tandis que le service public est financé à 20% par la publicité et les parrainages et à 80% par l'argent public.

⁶ La topologie du réseau de diffusion de la TNT, où une centaine d'émetteurs dits principaux assurent la couverture de plus de 80% de la population métropolitaine, permet un rétablissement rapide du signal en cas de coupure. En outre, la diffusion est gérée de bout en bout sur le sol national, ce qui assure une bonne résistance aux cyber-attaques.

⁷ L'article 96-4 de la loi de 1986 prévoit que, sous réserve de la disponibilité de la ressource radioélectrique, les éditeurs de services nationaux de télévision assurent la diffusion de leurs services en TNT auprès d'au moins 95 % de la population du territoire métropolitain, complétée par les autres modes de diffusion.

⁸ Selon l'observatoire de l'équipement audiovisuel des foyers français, réalisé par Médiamétrie et publié par l'Arcom, en collaboration avec le ministère de la Culture et l'ANFR, au 1^{er} semestre 2024 (ci-après, « l'observatoire »). Environ 89,7% des foyers français sont équipés d'un téléviseur.

⁹ L'UHD désigne un ensemble d'amélioration d'image, notamment une amélioration de la résolution, dite 4K, quatre fois supérieure à la haute définition (HD), une amélioration des contrastes, grâce au *High Dynamic Range*, ou HDR, un agrandissement de l'espace colorimétrique, voir un plus grand nombre d'images par seconde. Toutes ou partie de ces améliorations peuvent être implémentées simultanément.

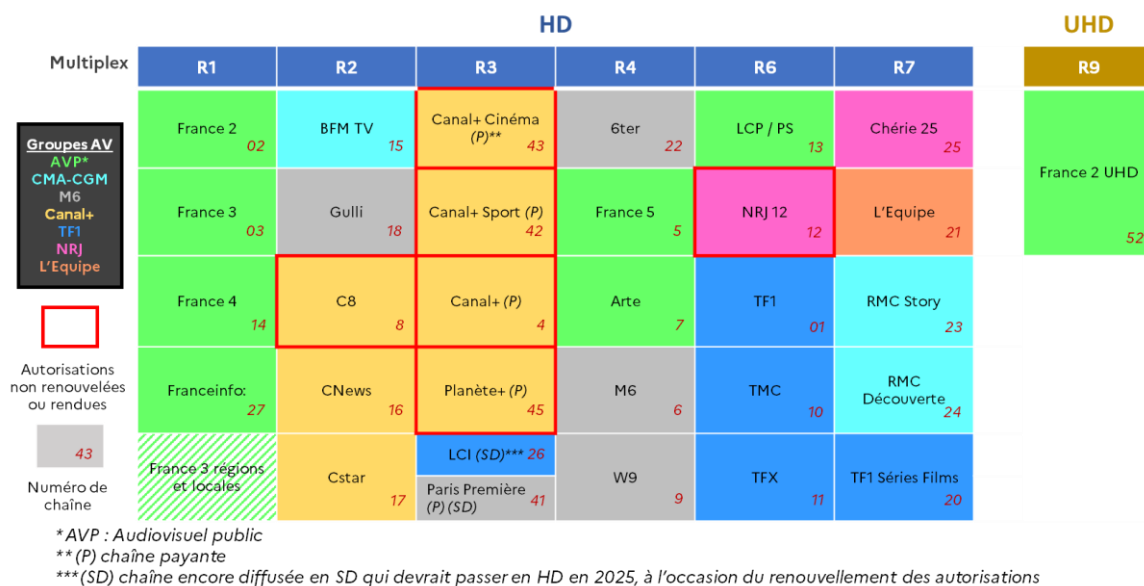


Figure 1 : Composition des multiplex de la TNT en décembre 2024 (la numérotation est celle en vigueur à cette date)¹⁰

- **La télévision par satellite** a vu le jour dans les années 1980, et propose une offre de plusieurs centaines de services linéaires nationaux et internationaux accessibles y compris dans des régions reculées ou montagneuses, au prix de l'installation d'une parabole et, pour les offres payantes, de l'abonnement aux bouquets de chaînes désirés. En France métropolitaine, ce mode de réception est resté secondaire et n'est utilisé que par 11,7% des foyers équipés d'un téléviseur.
- **La télévision par internet gérée par les fournisseurs d'accès à internet (FAI), ou IPTV**, apparue dans les années 2000, a progressivement supplanté la télévision par câble, lancée en 1985. Grâce à un boîtier relié au téléviseur l'abonné accède à une offre de services linéaires et non-linéaires¹¹. Depuis 2017, l'IPTV est le mode de réception dominant, utilisé par plus de 71% des foyers équipés d'un téléviseur.
- **Les services distribués directement par internet (ou en OTT¹²)**, indépendamment du FAI, sont apparus durant la dernière décennie, notamment grâce aux applications mobiles. Une galaxie d'acteurs nationaux (dont les éditeurs de télévision) et internationaux proposent de tels services.

Ces évolutions ont enrichi le choix des téléspectateurs, mais posent des défis majeurs : les éditeurs nationaux font face à une concurrence croissante et risquent de perdre en exposition au sein des interfaces des téléviseurs connectés¹³ qui proposent une profusion d'offres et pour lesquelles les opérateurs concluent des contrats de mise en avant avec des géants internationaux.

La télévision nationale connaît donc des défis majeurs, comme l'illustre l'incertitude concernant l'avenir de la télévision payante sur la TNT ainsi que la réévaluation de l'utilisation de ses fréquences annoncée au niveau international pour 2031¹⁴.

¹⁰ Le 9 janvier 2025, l'Arcom a adopté une nouvelle numérotation des chaînes de télévision à vocation nationale diffusées sur la TNT, afin de tenir compte de l'arrivée de CMI TV et OFTV, ainsi que de la décision de Canal+ d'arrêter la diffusion de ses services payants sur la TNT. Cette numérotation sera mise en œuvre à partir du 6 juin 2025.

¹¹ Les services linéaires renvoient aux services de télévision classiques, éditorialisés et diffusés en continu. Par opposition, les services non-linéaires sont les services disponibles à la demande.

¹² Over the top

¹³ Les téléviseurs connectés regroupent l'ensemble des téléviseurs connectés à internet, soit directement – on parle alors de *Smart TV* – soit par l'intermédiaire du décodeur d'un FAI (en IPTV), soit grâce à une passerelle numérique (telle qu'une Chromecast de Google, un Fire TV Stick d'Amazon, ou une Apple TV). Ces dispositifs donnent accès aux services sur internet depuis une interface assurant la mise en avant de certains services au détriment d'autres, sur la base d'algorithmes et de contrats entre les éditeurs des services et les propriétaires de ces interfaces.

¹⁴ Dans le cadre de la Conférence mondiale des radiocommunications, qui regroupe les pays membres des Nations Unies. Ce processus est détaillé dans la partie 6.

L'offre de télévision ultramarine

Les informations présentées dans cette consultation concernent essentiellement la métropole. Outre-mer, l'offre de TNT est diffusée sur un multiplex ROM1, qui regroupe les chaînes publiques nationales à l'exception de la chaîne parlementaire et de franceinfo; une chaîne publique par territoire, sous l'appellation « La 1^{ère} » ainsi qu'un nombre variable de chaînes locales privées autorisées par l'Arcom. Certains programmes des chaînes privées nationales, reprises en satellite payant et dans les offres IPTV, sont repris par ces chaînes locales.

Le poids des différents modes de diffusion et de distribution de la télévision varie dans les territoires ultramarins. Dans l'ensemble, le satellite, qui permet de couvrir des zones reculées, notamment dans les archipels, possède une place historiquement forte, mais la TNT et l'IPTV ont également une place importante qui varie largement en fonction des territoires. Par exemple, la TNT est particulièrement forte en Polynésie Française, tandis que le satellite est dominant en Guyane.

Enfin, il convient de souligner que l'offre UHD de France Télévisions a été lancée en 2024, sur la TNT, en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à la Réunion, en Polynésie Française, en Nouvelle-Calédonie, à Wallis-et-Futuna et à Mayotte.

1. Les habitudes de consommation évoluent et se diversifient

Depuis les années 1950, la télévision occupe une place centrale dans les foyers français. Initialement hégémonique, exclusivement linéaire et indissociable du téléviseur dédié à sa réception, elle est confrontée, depuis la fin des années 2000 et la croissance de l'internet à haut débit, à la concurrence de la vidéo à la demande.

Elle a su évoluer pour maintenir sa position, en proposant des services d'une qualité technique toujours plus grande, et en associant au flux linéaire des services interactifs complémentaires accessibles par internet, comme les services de télévision de rattrapage, qui font désormais partie intégrante de l'expérience télévisuelle. Ces innovations ont permis à la télévision de rester le service audiovisuel dominant en termes d'audience, bien qu'elle soit désormais concurrencée par des services de vidéo à la demande par abonnement (VàDA) ou financés par la publicité.

Ces nouveaux services à la demande¹⁵ sont dominés par de grandes entreprises internationales et tirent parti de catalogues négociés à l'échelle mondiale. Ils bénéficient d'une visibilité renforcée sur les interfaces des téléviseurs connectés, qui deviennent progressivement le portail principal d'accès aux contenus, reléguant la télévision traditionnelle, autrefois accessible directement via une touche de la télécommande, à une simple icône parmi d'autres.

Cette transition n'est pas seulement guidée par l'industrie : elle répond également aux attentes des spectateurs, qui, toutes tranches d'âge confondues et particulièrement parmi les plus jeunes, recherchent de plus en plus des services interactifs et personnalisés¹⁶, comme en témoigne la consommation audiovisuelle croissante sur les services de VàDA, les réseaux sociaux et les plateformes de partage de vidéos¹⁷.

Ces nouvelles habitudes s'additionnent à la consommation de la télévision, davantage qu'elles ne s'y substituent¹⁸, grâce à l'émergence de nouveaux écrans. Ainsi, la consommation de vidéos sur smartphones et tablettes s'intensifie, tandis que le nombre de foyers équipés d'un téléviseur diminue lentement, passant sous la barre symbolique des 90 %.

¹⁵ Par exemple Netflix, Amazon Prime Video, Disney+, Apple TV+

¹⁶ Selon Médiamétrie, en janvier 2024, plus de deux Français de 15 à 24 ans sur trois ont regardé une plateforme de VàDA dans les douze derniers mois, contre une personne sur deux dans le reste de la population. Selon l'observatoire de la vidéo à la demande de janvier 2024, publié par le CNC, fin 2023, les 18-24 ans consomment 83 % de vidéo à la demande contre 17 % en linéaire.

¹⁷ Selon l'observatoire de la vidéo à la demande, fin 2023, pour la première fois en France, les 18-64 ans ont davantage consommé de vidéos à la demande (53 %) que de contenus linéaires (47 %). Même au sein de la population plus âgée (55-64 ans), la consommation de vidéo à la demande a progressé de près de dix points en quatre ans, bien que les trois-quarts de leur consommation de vidéo demeurent linéaires.

¹⁸ Selon le Médiamat de Médiamétrie, en 2014, la durée d'écoute individuelle (DEI) de la télévision était de 3h41, contre 3h19 en 2023. Dans le même temps, la DEI de contenus à la demande, quasiment nulle il y a dix ans, a atteint 1h32.

Les modes de réception de la télévision linéaire reflètent également l'attrait croissant pour l'interactivité. Ainsi, la télévision hertzienne terrestre, largement dépourvue d'interactivité (malgré quelques services HbbTV¹⁹ pour les foyers dont le téléviseur est connecté à internet), connaît un déclin constant depuis les années 2010 (cf. la figure ci-après). La TNT est aujourd'hui utilisée par environ deux foyers équipés d'un téléviseur sur cinq. En revanche, l'IPTV, adoptée par plus de 70 % de ces foyers, progresse grâce à une offre riche, des fonctionnalités interactives, son accès aux services à la demande et le déploiement croissant de la fibre optique.

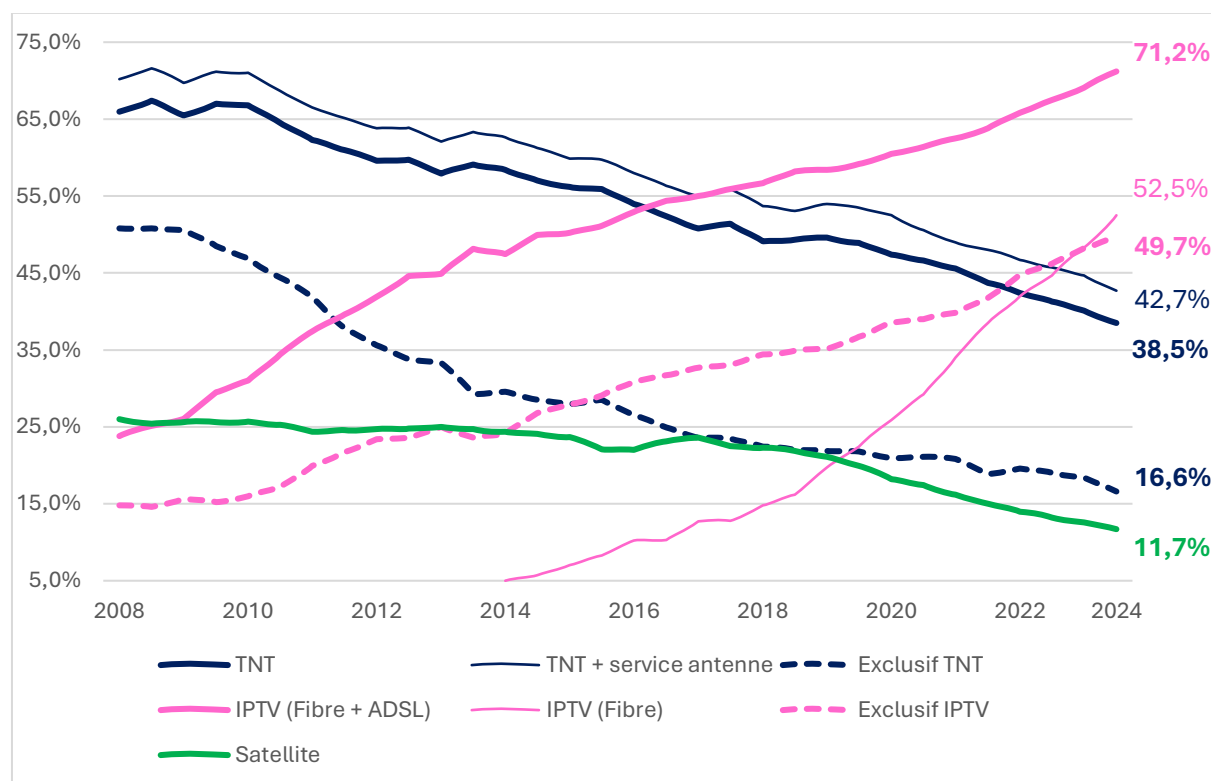


Figure 2 : Modes de réception de la télévision au sein des foyers équipés d'un téléviseur²⁰

Malgré ce recul généralisé, la TNT demeure le mode de réception exclusif de la télévision pour un foyer équipé d'un téléviseur sur six. Cela s'explique notamment par des contraintes économiques et par la facilité d'accès aux services. Ainsi, ce sont surtout les foyers modestes et/ou âgés qui continuent de privilégier la TNT, tandis que l'IPTV, nécessitant un abonnement, séduit davantage les populations urbaines, jeunes et aisées²¹.

En outre, du fait, notamment, de l'obligation de reprise du plan de numérotation de la TNT par l'ensemble des distributeurs de la télévision, imposée par la loi du 30 septembre 1986, la TNT est une vitrine pour les chaînes nationales qui y sont autorisées et qui représentent plus de 90 % de l'audience TV en 2023, tous modes de réception confondus²² et ce, malgré la concurrence de plusieurs centaines de chaînes dites « cabsat », disponibles en satellite ou en IPTV. Ces dernières semblent néanmoins conserver une part d'audience stable, malgré la concurrence croissante des services de SMAD²³.

Question 1. Partagez-vous cette analyse ? Quelles différences de consommation y a-t-il entre les modes de réception de la télévision ? Entre les catégories sociales, territoriales et démographiques ? Disposez-vous

¹⁹ Les spécifications HbbTV (Hybrid Broadcast Broadband TV) permettent la diffusion et la réception d'éléments d'interactivité accessibles directement via la TNT, à condition d'être également connecté à la TNT.

²⁰ Selon les données de l'observatoire. Avant 2015, le câble était compté comme un mode de réception à part entière. Dans un but de clarification, le recours au câble a été ventilé entre le service antenne (à part constante de 4,2%, cohérente avec la stabilité du service antenne depuis 2015) et l'IPTV.

²¹ Par ailleurs, selon l'observatoire, les foyers dépendant exclusivement de la TNT pour recevoir la télévision vivent davantage en milieu rural (46,7%) que les foyers dépendant exclusivement de l'IPTV (37,9%).

²² Selon le Médiamat annuel de Médiamétrie

²³ Selon l'étude ACCeS / NPA Conseil (novembre 2024) sur les nouveaux chemins de croissance des chaînes thématiques en France, l'audience des chaînes thématiques en France atteint 22% de l'audience totale des abonnés à la télévision payante et regroupe 48,1 millions de téléspectateurs par mois.

d'éléments complémentaires et, si possible, de données chiffrées que vous souhaiteriez partager, notamment concernant l'évolution observée de ces tendances et leurs perspectives probables à horizon 2030 et au-delà ?

2. Le secteur s'adapte aux usages des téléspectateurs

Face à l'évolution des usages, les éditeurs de télévision linéaire ont enrichi leurs offres avec des services non linéaires accessibles sur internet : rattrapage de programmes, contrôle du direct et catalogues de vidéos à la demande. En parallèle, de nouveaux formats comme les chaînes FAST (*Free Ad-Supported Streaming TV*), accessibles en ligne et financées par la publicité, ont émergé, proposant souvent des contenus thématiques ou le catalogue d'un même programme.

Ces innovations s'appuient sur le développement de l'internet haut débit, qui a rapidement transformé le paysage audiovisuel français. Dès 2002, les offres dites « *triple-play* » des FAI – combinant internet, télévision et téléphone à des prix compétitifs – ont démocratisé la télévision par internet.

Cette alternative, plus simple à mettre en œuvre et abordable que la télévision par satellite, a concurrencé sévèrement les services payants de la TNT, entraînant un déclin de l'offre. En décembre 2024, le Groupe Canal+ a annoncé la restitution des fréquences TNT²⁴ pour la diffusion de ses 4 services payants, qui n'étaient plus consommés sur la TNT que par 70 000 abonnés, selon le communiqué du groupe. Cela questionne le devenir de la TNT payante, qui pourrait se retrouver réduite au seul service Paris Première (M6), auquel il n'était possible de s'abonner qu'à travers l'offre Canal+ jusqu'à présent.

Afin de conserver son attractivité, la diffusion hertzienne terrestre n'a pas cessé d'évoluer technologiquement, passant de l'analogique au numérique entre 2005 et 2011, puis à la HD entre 2008 et 2016. Entre 2018 et 2020, l'Arcom a mis au jour deux axes de modernisation : l'amélioration de la qualité d'image (par l'adoption de l'UHD) et l'intégration de HbbTV. Concernant ce dernier point, le succès du triple-play a poussé les éditeurs à s'appuyer sur les solutions interactives des FAI, contrairement à d'autres pays européens où HbbTV est beaucoup plus développé, laissant la TNT largement dépourvue d'interactivité²⁵. France Télévisions a lancé une offre UHD en janvier 2024, permettant de diffuser France 2 et France 3 (pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024) en UHD sur un nouveau multiplex²⁶ couvrant 75 % de la population. Pour l'heure, aucun éditeur privé ne s'est encore joint durablement à cette initiative²⁷.

Enfin, ces dernières années, l'accroissement de la pénétration du très haut débit (THD) a permis le développement de services accessibles directement sur internet, indépendamment des FAI. Les éditeurs de la télévision traditionnelle ont rejoint cette tendance, en développant leurs propres plateformes autodistribuées, ne nécessitant que l'installation d'une application ou l'utilisation d'un navigateur internet²⁸. Au sein de ces plateformes, les éditeurs ont une grande latitude pour présenter leurs contenus et, le cas échéant, les commercialiser, tout en permettant un lien direct avec les utilisateurs.

Question 2. Quelles sont les implications de l'évolution des habitudes de consommation sur la stratégie des éditeurs et des distributeurs en matière de diffusion et de distribution de programmes audiovisuels et d'investissement d'ici 2030 et au-delà ?

²⁴ Canal+ a justifié ce désengagement en comparant les faibles revenus tirés des abonnements à la TNT aux coûts de diffusion, alors que l'équilibre de son modèle économique sur la TNT a été remis en cause par la fin de l'autorisation de sa chaîne gratuite C8 et que le groupe fait face à un redressement fiscal de 655 millions d'euros.

²⁵ A l'exception notable du portail HbbTV d'Arte, de celui de NRJ12 ou de M6+ dont l'arrivée progressive en HbbTV a été annoncée le 9 janvier 2025.

²⁶ En télévision numérique, un multiplex permet de diffuser un certain nombre de services de télévision sur une même fréquence, là où la télévision analogique ne permettait la diffusion que d'une seule chaîne par fréquence.

²⁷ M6 a toutefois diffusé l'Euro 2024 de football sur une chaîne TNT éphémère en HD 1080p et HDR, soit dans une résolution moindre que la 4K, mais supérieure à celle de la TNT HD actuelle et avec des contrastes améliorés. Par ailleurs, le 8 janvier 2025, Rodolphe Belmer, PDG du groupe TF1, a estimé, dans une interview au Monde, qu'un éventuel arrêt des services payants de Canal Plus libérerait « [...] un espace pour la diffusion de certaines grandes chaînes en ultra haute définition, ce qui permettrait à la plateforme TNT de se moderniser. »

²⁸ Par exemple, le service public de télévision propose la plateforme France.tv, tandis que les éditeurs privés proposent des plateformes telles que RMC BFM Play, M6+ ou TF1+. Ces deux dernières plateformes ont été lancées en 2024, en remplacement d'autres services moins aboutis.

3. Les modes de réception de la télévision diffèrent dans leurs caractéristiques

3.1. La TNT

Avantages :

- + **Une offre interopérable et accessible sans condition de moyens** : L'accès à la TNT est simple, notamment pour les personnes âgées peu familières avec Internet. Son cadre réglementaire garantit une bonne accessibilité pour les personnes malvoyantes ou malentendantes. Elle offre un socle de chaînes gratuites, nationales et locales, accessibles anonymement et, associée à HbbTV, elle peut servir de porte d'accès aux offres non-linéaires des éditeurs si elle est couplée à une connexion à internet. Enfin, l'utilisateur peut choisir le téléviseur qu'il souhaite parmi une large sélection d'équipements dont les caractéristiques et le prix varient, avec la garantie de pouvoir y recevoir l'offre de TNT.
- + **Une couverture large, économe et adaptée à la communication de crise** : Le réseau couvre plus de 95 % de la population, y compris dans les zones rurales isolées, et se distingue par sa robustesse et sa gestion nationale. Cette fiabilité en fait un outil essentiel pour informer la population en cas de crise²⁹. En outre, l'indépendance vis-à-vis d'internet assure une meilleure résilience aux cyber-attaques. Enfin, c'est le mode de diffusion télévisuelle le plus économe en énergie³⁰.
- + **Un environnement privilégié pour les éditeurs nationaux** : Pour les éditeurs, la TNT garantit un lien direct avec le public et une meilleure maîtrise de l'audience, ainsi qu'un environnement concurrentiel stable et encadré. Enfin, le nombre limité de services et l'encadrement de la numérotation garantit une visibilité constante et importante. Cette visibilité est tout particulièrement essentielle pour les services de télévision publique qui représentent près du tiers de l'offre de TNT gratuite (5 services édités par France Télévisions, Arte et LCP) et apportent aux Français une programmation différenciée de celle proposée par les acteurs privés conformément à leurs obligations légales et, s'agissant de France Télévisions, réglementaires³¹.
- + **Une offre dont la qualité et le pluralisme sont assurés par un cadre légal sécurisant pour les téléspectateurs** : la délivrance d'autorisations d'utilisation des fréquences se fait en contrepartie d'obligations légales et conventionnelles (négociées avec l'Arcom), bien supérieures à celles des autres chaînes. Le régulateur dispose notamment de davantage de latitude pour imposer des engagements de programmation. Cette politique du mieux « disant culturel » bénéficie ensuite à l'ensemble des modes de diffusion, les chaînes de la TNT y étant disponibles.

Limitations :

- **Une offre limitée** : Le nombre de chaînes est réduit par rapport aux autres modes de réception. La rareté des fréquences impose des compromis entre la qualité de l'image et le nombre de services. La diffusion actuelle en qualité HD 1080i est dépassée par des résolutions supérieures qui se généralisent en ligne, notamment la HD 1080p³², de qualité Blu-ray, mais également et de plus en plus, l'UHD. Les possibilités d'interactivité restent également dépendantes d'une connexion internet supplémentaire.
- **Une évolution lente** : L'évolution de la TNT, réalisée par étapes majeures, freine l'intégration rapide des innovations par rapport à d'autres plateformes.
- **Des coûts fixes** : Le modèle de diffusion, basé sur une transmission continue sur l'ensemble de la zone couverte, engendre des coûts fixes élevés pour les éditeurs, indépendants de l'érosion de l'audience et des

²⁹ La loi fixe des obligations aux opérateurs de diffusion pour garantir la continuité du service en temps de crise.

³⁰ Plusieurs études vont en ce sens, à commencer par l'étude de l'impact environnemental des usages audiovisuels en France, publiée par l'Arcom, l'Arcep et l'Ademe en octobre 2024. Elle établit qu'une heure de visionnage de la TNT linéaire produit 39,5 gCO₂ contre 52,7 gCO₂ en IPTV (une heure de visionnage non-linéaire en IPTV produit 54,2 gCO₂, contre 52,4 gCO₂ pour une heure de V&A en OTT). Une autre étude de 2021, commandée par un consortium de radiodiffuseurs (dont TDF) nommé LoCaT, ainsi qu'une étude de juillet 2024 commandée par l'Ofcom britannique arrivent aux mêmes conclusions.

³¹ Programmation du réseau régional France 3, exposition plus importante de la création audiovisuelle européenne et d'expression originale française, offre sportive la plus diversifiée de la télévision gratuite, etc.

³² La HD 1080i, ou entrelacée, est un héritage de la télévision analogique et ne permet pas la même qualité d'affichage que la HD 1080p, ou progressive. En outre, l'implémentation des avancées technologiques de l'UHD, hors 4K, n'est techniquement possible que sur de la HD 1080p.

revenus publicitaires. Ainsi, le coût relatif de la TNT augmente tandis que les éditeurs doivent investir dans les nouvelles plateformes.

3.2. La télévision par satellite

Avantages :

- + **Une offre variée et internationale** : Le satellite propose une variété de chaînes nationales et internationales, accessibles principalement sur des bouquets payants par abonnement, mais aussi certaines chaînes gratuites, dont celles de la TNT. La qualité HD 1080p, supérieure à celle de la TNT, se généralise et l'UHD y est de plus en plus répandue. En outre, grâce à HbbTV, elle peut être la porte d'entrée vers les offres non linéaires des éditeurs, à condition d'être associée à une connexion à internet.
- + **Une couverture universelle** : Grâce à son indépendance des infrastructures terrestres, le satellite assure une couverture totale du territoire, y compris dans les zones les plus isolées et difficiles d'accès, à condition d'avoir une visibilité céleste vers l'orbite du satellite.

Limitations :

- **Une installation coûteuse, contraignante et peu adaptée au multi-écrans** : Le coût initial, lié à l'installation de la parabole et du décodeur, peut être élevé. En outre, cette installation peut être restreinte par les plans locaux d'urbanisme (PLU) de certaines villes et par les contraintes liées à la copropriété. Enfin, la réception nécessite un équipement (boîtier externe ou module DVB-CI) connecté à l'écran. Elle nécessite également une distribution spécifique en environnement collectif ou pour du multi-écrans.
- **Une réception sensible au climat** : La pluie et la neige peuvent perturber la réception.
- **Des coûts fixes** : Bien que moins coûteuse que la diffusion par la TNT, la diffusion par satellite engendre également des coûts fixes, indépendants de l'audience.

3.3. L'IPTV

Avantages :

- + **Une qualité de réception optimisée** : L'IPTV offre une qualité de réception optimisée, car les flux sont gérés par les FAI, garantissant une diffusion adaptée au débit disponible. Toutefois, cet avantage tend à diminuer avec l'amélioration continue des débits.
- + **Une offre variée et nativement interactive** : L'offre IPTV est riche et interactive, combinant nombre de services linéaires et non-linéaires (dont les services de la TNT). Les services linéaires sont enrichis de fonctionnalités comme la télévision de rattrapage, le contrôle du direct ou l'enregistrement de programmes.

Limitations :

- **Une offre payante, inadaptée au multi-écrans** : L'offre IPTV nécessite un abonnement. De plus, le décodeur ne peut être connecté qu'à un seul téléviseur à la fois³³, une limitation que les applications pourraient surmonter à condition de disposer d'un débit suffisant.
- **Un accès encore limité par la couverture des réseaux** : L'accès à l'IPTV dépend d'une connexion à internet d'un débit suffisant, ce qui reste un défi dans certaines zones rurales ou mal desservies. Toutefois, les objectifs gouvernementaux ont permis de généraliser la couverture en très haut débit et doivent permettre celle de la fibre optique d'ici fin 2025³⁴.
- **Un mode de réception énergivore** : L'IPTV nécessite encore l'utilisation d'un décodeur en plus de la box internet. La fabrication et la consommation énergétique de cet équipement en font un mode de réception

³³ Les FAI proposent à la location des décodeurs supplémentaires pour connecter les téléviseurs secondaires.

³⁴ Le Plan France Très Haut Débit, lancé en 2013, a permis d'atteindre la couverture complète de la population en THD, soit plus de 30 Mbit/s grâce à l'association des réseaux fixes, hertziens et satellitaires. Le THD permet de regarder la télévision en HD dans des bonnes conditions. La généralisation de la fibre optique est prévue d'ici 2025.

plus polluant que la TNT et que la réception en OTT. Cependant, le développement du modèle applicatif³⁵ pourrait réduire cet impact à moyen/long terme.

3.4. La télévision distribuée en OTT

Avantages :

- + **Une offre riche et évolutive** : Presque tous les services audiovisuels sont désormais déclinés en OTT, accessibles gratuitement (souvent sur inscription) ou par abonnement. Leur évolution constante est facilitée par une plus grande latitude offerte aux éditeurs pour développer leurs services qu'en IPTV, où une coordination avec le FAI est nécessaire, permettant une mise à jour rapide des fonctionnalités et de la qualité audio et vidéo.
- + **Des services accessibles depuis n'importe quel écran, y compris en mobilité** : Les services sont accessibles depuis n'importe quel écran connecté (téléviseurs, smartphones, tablettes, ordinateurs...) soit par le navigateur, soit par une application si celle-ci est disponible. L'utilisateur peut donc y accéder où qu'il soit et sur autant d'équipement qu'il le souhaite, sauf restrictions propre à un service et sous réserve de débit suffisant.
- + **Au sein d'un service, un accès direct à l'audience** : les plateformes OTT permettent à leurs propriétaires de se connecter directement à leur audience. L'analyse des données d'usage leur offre la possibilité d'adapter leur contenu aux attentes du public et des annonceurs.

Limitations :

- **Des services de qualité et d'accessibilité inégaux** : L'absence de développement centralisé et la diversité des services engendrent une hétérogénéité notable en termes de qualité et d'accessibilité. Chaque plateforme propose une navigation spécifique, parfois complexe, pouvant exclure les utilisateurs moins à l'aise avec les outils numériques. L'ergonomie de navigation des programmes d'un éditeur vers ceux d'un autre est moins fluide que pour les autres modes de diffusion.
- **Une découvrabilité sous contrôle des gardiens d'accès** : Face à la masse de contenus disponibles, les utilisateurs dépendent des interfaces et algorithmes pour explorer les offres. Ces outils, opérés par des plateformes dominantes, jouent le rôle de gardiens d'accès, dictant les conditions de visibilité des services. Ce modèle profite principalement aux géants internationaux et aux acteurs en mesure de contractualiser avec les gardiens d'accès et tend à reproduire des biais, renforçant les bulles de filtre. Ceci est renforcé par la nécessité de sortir de l'environnement d'un éditeur pour aller vers un autre.
- **Un usage dépendant de la couverture des réseaux et consommateur de bande passante** : Comme pour l'IPTV, l'accès aux contenus sur internet nécessite un accès à internet d'un débit suffisant, qui reste inégalement disponible, bien qu'en forte expansion. En retour, la consommation de contenus audiovisuels sur internet contribue à l'engorgement des réseaux.

Question 3. Partagez-vous cette analyse ? Parmi ces caractéristiques, lesquelles vous semblent essentielles ? Vous semble-t-il possible et souhaitable de transposer les caractéristiques propres à un mode de réception vers un autre, et si oui, sous quelles conditions ?

4. Les évolutions possibles des modes de diffusion et de distribution

Deux phénomènes sont à l'œuvre simultanément : d'une part, la progression continue du recours à internet pour consommer la télévision et les SMAD ; d'autre part le déclin de l'utilisation des réseaux hertziens dédiés à la télévision tels que la TNT et le satellite. Plusieurs scénarios prospectifs peuvent dans ce contexte être élaborés,

³⁵ L'ensemble des FAI proposent désormais des applications qui permettent à leurs abonnés d'accéder aux services audiovisuels sur n'importe quel écran connecté, y compris en dehors du foyer, sans toutefois bénéficier de l'accès géré de l'IPTV. En outre, certains FAI, tels que Bouygues Télécom ou Orange, se sont associés à des constructeurs de téléviseurs pour proposer des téléviseurs intégrant directement le décodeur.

pour tenter de décrire l'évolution possible de la diffusion et de la distribution audiovisuelle française en 2030 et au-delà.

4.1. La difficulté de maintenir le statu quo

Un premier scénario se rapproche d'un *statu quo* dans lequel les modes de réception de la télévision demeurent largement cloisonnés, malgré quelques services hybrides marginaux. Cela risque d'entraîner une désaffection croissante pour les modes de réception historiques, dépourvus d'interactivité, qui pourraient être relégués à des solutions de dernier recours, à destination des utilisateurs les plus démunis ou les plus isolés. En outre, ce scénario tendanciel risque de poursuivre la migration des téléspectateurs vers des modes de réception sur internet plus énergivores et plus polluants que la TNT, toutes choses égales par ailleurs. Cette potentielle désaffection des téléspectateurs pose également la question de la rentabilité pour les éditeurs encore présents sur ces plateformes.

4.2. L'hybridation des modes de distribution

Dans ce scénario, les possibilités d'interactivité des services linéaires hertziens sont développées à travers la mise en œuvre à grande échelle :

- des spécifications HbbTV, qui permettent d'enrichir la TNT de fonctionnalités interactives accessibles depuis le flux linéaire sous réserve d'un accès à internet ;
- du DVB-I, un standard qui permet la diffusion de la télévision linéaire et à la demande à l'ère de l'internet sous un format exploitable par tous les modes de diffusion, intégrant un environnement applicatif enrichi.

Le flux linéaire est toujours largement diffusé depuis les réseaux *ad-hoc* (TNT et satellite), mais il est enrichi de contenus personnalisés et interactifs accessibles à la demande, par internet. Les réseaux *ad-hoc* pourraient également adresser des terminaux mobiles, à travers l'utilisation du standard de diffusion 5G Broadcast³⁶, pour lequel il n'existe pas encore de marché, mais qui est largement testé à travers l'Europe.

Ce scénario semble répondre à des enjeux de consommation énergétique, de souveraineté et d'efficacité de l'utilisation des fréquences. Il pose cependant des questions de prise en charge des coûts de diffusion et de dimensionnement de l'offre diffusée en linéaire.

4.3. La convergence vers une distribution entièrement par internet

L'arrêt des réseaux dédiés à la diffusion de la télévision permettrait des économies importantes pour les éditeurs en termes de coûts de diffusion. Les investissements des éditeurs pourraient alors se concentrer sur le développement des plateformes OTT en ligne. Sur ces plateformes, la question de l'intégration des flux linéaires et non-linéaires dans des interfaces communes ne se pose plus. En outre, les fréquences des anciens réseaux dédiés pourraient être réaffectées à de nouveaux usages.

La convergence vers un mode de distribution unique peut se faire en un temps, ou après une phase d'extinction d'une partie des réseaux dédiés – afin d'accompagner les utilisateurs qui ne souhaitent ou ne peuvent pas passer par internet.

Ce scénario pose des défis majeurs en termes de saturation des réseaux de télécommunications, de consommation énergétique, de fiabilité en cas de crise, de souveraineté de l'offre audiovisuelle et de visibilité des services français au milieu d'une offre pléthorique. Il pourrait également entraîner une modification des équilibres sur le marché de la diffusion hertzienne.

Enfin, ce scénario nécessiterait une profonde révision du cadre juridique et réglementaire de la télévision française. En effet, le cadre réglementaire de l'audiovisuel français s'appuie sur l'autorisation délivrée par l'Arcom aux éditeurs de services de la TNT pour garantir les objectifs de qualité et de pluralisme des programmes diffusés. Ainsi, la loi du 30 septembre 1986 définit les droits et obligations des chaînes autorisées à diffuser sur cette plateforme. Elle établit que les autorisations sont délivrées pour dix ans maximum par l'Arcom, sur la base d'un

³⁶ En France, la 5G Broadcast a fait l'objet d'expérimentations menées par TowerCast et TDF depuis 2019, et notamment à l'occasion des Jeux Olympiques de 2024, pour lesquels les sociétés France Télévisions, Radio France, France Médias Monde, Arte France, TDF et Towercast ont été autorisées conjointement à mener une expérimentation commune.

appel à candidatures³⁷ à l'occasion duquel l'autorité sélectionne les projets les mieux-disants qualitativement et les plus aptes à proposer une offre diversifiée dans l'intérêt du public.

Outre le droit d'utilisation des fréquences, la loi assure la reprise des chaînes publiques³⁸, la reprise de la numérotation de l'ensemble des chaînes³⁹ au sein des autres modes de distribution ainsi que la mise en avant des services d'intérêt général (SIG) sur les interfaces télévisuelles⁴⁰. En contrepartie, les chaînes sont soumises, notamment, à des obligations programmatiques et de financement de la production audiovisuelle qui en font les premières contributrices à l'écosystème audiovisuel français, ainsi qu'à des obligations de pluralisme interne et de déontologie.

Les autres chaînes de télévision, dites « cabsat », doivent également être conventionnées auprès de l'Arcom⁴¹. Leurs obligations afférentes sont cependant moindres et, sans la contrepartie de l'autorisation d'usage de fréquences, l'Arcom a moins de latitude pour négocier le niveau de certains engagements présents dans les conventions.

L'hypothèse de l'arrêt de la diffusion hertzienne nécessiterait une révision profonde du modèle de régulation des services de télévision français qui s'articule aujourd'hui autour des autorisations TNT.

Question 4. Partagez-vous cette analyse des scénarios d'évolution du modèle télévisuel ? Si oui, quel scénario vous semble préférable et pour quelles raisons ? Sinon, quelle évolution attendez-vous ? Quelles conditions permettent la mise en œuvre du modèle que vous privilégiez ?

5. L'avenir de la TNT au carrefour d'enjeux multiples

5.1. Les échéances dans lesquelles s'inscrit l'avenir de la TNT

L'avenir de la TNT en France est jalonné par des échéances nationales et internationales.

Au niveau national, l'Arcom renouvelle les autorisations d'émettre sur la TNT des chaînes :

- **2023** : L'Arcom a renouvelé les autorisations de TF1 et M6 jusqu'en 2033.
- **2024** : Quinze fréquences ont été réattribuées. Sur 26 candidatures recevables, 15 services ont été retenus, dont deux nouveaux (CMI TV et OFTV), remplaçant NRJ12 et C8. Les conventions de ces nouveaux services ont été publiées le 12 décembre 2024 et courent jusqu'en 2035.
- **2027** : Six autorisations arriveront à échéance. D'ici là, l'Arcom sera appelée à lancer une procédure d'attribution des fréquences rendues disponibles.

Par ailleurs, pour donner suite à la demande du Gouvernement, l'Arcom a autorisé la diffusion de France 2 en UHD sur un nouveau multiplex utilisant les technologies DVB-T2 et HEVC⁴². Cette offre a été lancée à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, permettant ainsi d'initier une modernisation de la plateforme TNT.

³⁷ A l'inverse, les licences d'utilisation des fréquences de télécommunications sont mises aux enchères. L'aspect monétaire y est donc principal, bien qu'il puisse s'accompagner d'engagements de couverture et de qualité de service.

³⁸ Article 34-2 de la loi du 30 septembre 1896.

³⁹ Grâce à cette reprise de la numérotation, la TNT est une vitrine pour les chaînes nationales qui y sont autorisées et qui représente plus de 90 % de l'audience TV en 2023, tout mode de réception confondu, selon le Médiamat annuel de Médiamétrie.

⁴⁰ La mise en avant des SIG sur les interfaces des distributeurs de services de télévision et sur celles des téléviseurs connectés est encadrée par l'article 20-7 de la loi de 1986, qui confie à l'Arcom le soin de décider des SIG au-delà du service public, après consultation publique, et de définir les modalités de cette visibilité. Ces modalités ne s'appliquent qu'aux principales interfaces dépassant des seuils fixés par décret.

⁴¹ Dès lors qu'elles dépassent un certain seuil de chiffre d'affaires fixé par décret.

⁴² Le DVB-T2 est l'évolution du DVB-T, le standard de diffusion actuel de la TNT. Il permet un gain de débit disponible de 33 %. Le HEVC est l'évolution du MPEG-4, le standard d'encodage actuel de la TNT. Il permet de diffuser une chaîne avec deux fois moins de débit (toute chose égale par ailleurs). Un multiplex en DVB-T2 et HEVC permet de diffuser jusqu'à 3 services en UHD et 10 services au moins en HD 1080p et HDR.

Au niveau européen, la décision 2017/899 du 17 mai 2017⁴³ garantit l'accès de la TNT à la bande de fréquences 470-694 MHz jusqu'en 2030. Le considérant 12 de cette décision, fondé sur le rapport Lamy de 2014, prévoit un réexamen du cadre en 2025 pour déterminer l'utilisation des fréquences de la TNT au-delà de 2030. Ce réexamen s'appuie sur les travaux en cours de la Commission européenne et du groupe d'experts des Etats membres chargé de la conseiller en matière de politique des fréquences⁴⁴.

Au niveau international, la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR)⁴⁵ de 2023 a conclu que, pour l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient et la Russie, la TNT conservera l'accès à ses fréquences jusqu'en 2031, date prévue pour une révision de cet accès.

Ainsi, les différents calendriers convergent vers une révision de l'accès aux fréquences de la TNT au début des années 2030.

5.2. La TNT et le mobile se disputent de longue date l'accès aux fréquences

Les fréquences de la TNT offrent une large couverture et une bonne pénétration, les rendant également attractives pour les télécommunications mobiles pour étendre les réseaux, notamment en zones rurales. Deux réattributions de fréquences au profit du mobile ont déjà eu lieu, comme l'illustre la figure ci-après :

- **Bande 800 MHz** : Réaffectée entre 2008 et 2011, grâce à l'arrêt de la télévision analogique et représentant près d'un cinquième des fréquences TNT, elle a été utilisée pour l'expansion de la 4G.
- **Bande 700 MHz** : Réaffectée entre 2016 et 2019, grâce à la généralisation de l'encodage MPEG-4 et équivalente à près d'un tiers des fréquences de la TNT, elle sert essentiellement au déploiement de la 5G.

Avant 2011



Avant 2019



Aujourd'hui



Figure 3: Evolution des fréquences attribuées à la télévision hertzienne terrestre

Outre la télévision et le service mobile commercial, la bande 470-694 MHz intéresse également :

- **Les services qui sont déjà autorisés à l'utiliser**, en coordination avec la TNT⁴⁶ :
 - **Les équipements de PMSE** (microphones sans fil, oreillettes de plateau) qui ont déjà recours aux fréquences TNT inutilisées à un endroit donné et sont essentiels à la production audiovisuelle ;
 - **La radioastronomie** qui exploite la bande 608-614 MHz pour l'exploration spatiale, coordonnée avec la TNT pour éviter les interférences ;

⁴³ Décision (UE) 2017/899 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 sur l'utilisation de la bande de fréquences 470-790 MHz dans l'Union

⁴⁴ Il s'agit du RSPG (*Radio Spectrum Policy Group*)

⁴⁵ La CMR est un événement organisé tous les quatre ans par l'Union internationale des télécommunications, l'Agence des Nations Unies en charge, notamment, du traité répartissant les bandes de fréquences entre les usagers du spectre à l'échelle internationale.

⁴⁶ cf. note de bas de page n°1

- **Les services d'urgence (PPDR⁴⁷) et de communications militaires**, déjà présents dans des bandes de fréquences adjacentes à celle de la TNT, qui pourraient souhaiter étendre leur plage de fonctionnement.

5.3. L'implication d'une limitation de l'accès aux fréquences pour la TNT

En 2031, la décision de la CMR sur l'utilisation des fréquences de la TNT n'aura pas d'effet immédiat, mais pourrait modifier la politique d'utilisation de la bande 470-694 MHz en Europe, s'imposant à tous les pays membres, comme lors des précédentes réattributions. Par exemple, en 2015 la décision de la CMR d'ouvrir la bande 700 MHz au mobile a conduit à une directive européenne en 2017, imposant sa réattribution d'ici 2020.

Deux scénarios sont envisageables vu l'ordre du jour prévisionnel de la CMR de 2031, en fonction des arbitrages européens et français :

- **Statu quo** : La TNT conserve l'ensemble de ses fréquences, le cas échéant indépendamment de la décision de la CMR 2031.
- **Réattribution de la bande 600 MHz** : La TNT perd plus d'un tiers de ses fréquences.

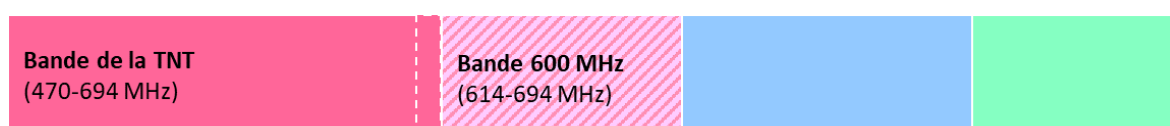


Figure 4 : Scénario de réaménagement de la bande 600 MHz

Une troisième option pourrait être la **réattribution de toutes les fréquences de la TNT**, entraînant son arrêt. Cependant, cette perspective, qui implique que les pays se mettent d'accord pour modifier l'ordre du jour de la CMR de 2031, semble improbable dans les années 2030 étant donné la place prégnante qu'occupe encore la TNT dans de nombreux pays. Néanmoins, certains pays, comme les Pays-Bas et le Royaume-Uni, débattent de cette possibilité, bien que l'issue de ces débats soit encore incertaine⁴⁸. Pour le moment, la Suisse est l'unique pays à avoir cessé la diffusion de la TNT en 2019 sur la majorité de son territoire, à l'exception des régions frontalières.

Question 5. Quel bilan peut être tiré des précédentes évolutions de la TNT et de son accès aux fréquences ? Quelles seraient les implications d'un nouveau changement dans l'affectation des fréquences actuellement utilisées par la TNT ? En cas de réattribution de la bande 600 MHz, serait-il possible de conserver l'offre de TNT actuelle, ou, à tout le moins, une offre suffisante pour répondre au besoin des usagers ? Sous quelles conditions ?

6. La réflexion sur l'avenir de la télévision doit être coordonnée et anticipée

6.1. Evolutions de la TNT

Par deux fois, l'évolution de la télévision hertzienne terrestre, d'abord à travers le passage à la TNT, puis à travers l'adoption du MPEG-4, a nécessité des efforts conjoints du secteur, encadrés par le régulateur et soutenus par les pouvoirs publics.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel, ancêtre de l'Arcom, avait notamment déterminé, en collaboration avec le secteur, les standards et les caractéristiques à implémenter selon un calendrier déterminé. Il avait également travaillé avec les pouvoirs publics pour faire évoluer la réglementation.

Les opérations nécessaires à ces deux évolutions ont toutes deux débuté par une période de diffusion simultanée de certains services modernisés, en parallèle de leur diffusion dans les standards ultérieurs. Cela a permis aux

⁴⁷ Public Protection and Disaster Relief

⁴⁸ Ainsi, le Royaume-Uni a longtemps été un défenseur de la TNT, qui demeure un mode de réception important, mais en déclin. Le débat a été ouvert par la BBC, à l'occasion de travaux gouvernementaux sur l'avenir de la distribution de la télévision. Le groupe public a estimé qu'il fallait poser la question de l'arrêt de la TNT au-delà de 2034, pour libérer l'investissement sur les plateformes des radiodiffuseurs en ligne.

fabricants de téléviseurs et aux distributeurs d'adapter leurs gammes de produits. Une telle diffusion simultanée a débuté en 2024 pour la TNT en UHD selon les standards DVB-T2/HEVC, avec le lancement de l'offre de France Télévisions. L'objectif est de favoriser un rééquipement naturel des foyers.

Enfin, les transitions ont été accompagnées par de vastes campagnes de communication en amont, tant à destination des téléspectateurs que des collectivités et des professionnels du secteur (antennistes et distributeurs).

6.2. Diffusion des services nationaux sur les interfaces connectées

Dans sa note d'application de la délibération du 25 septembre 2024 sur la mise en avant des SIG⁴⁹, l'Arcom encourage les chaînes de la TNT, identifiées comme SIG, à se regrouper au sein d'une application commune. Jusqu'à présent, aucun service de ce genre n'a réussi à percer en France, alors que des modèles de plateformes communes ont été adoptés à l'étranger :

- **Royaume-Uni** : Freeview, une plateforme HbbTV de longue date, et, depuis avril 2024, Freely, sa version enrichie basée sur la distribution OTT avec un recours possible (mais non nécessaire) à la diffusion hertzienne.
- **Espagne** : Loves.tv, une plateforme HbbTV, regroupe les services des principales chaînes de la TNT.
- **Autriche** : SimpliTV regroupe les services de la TNT autrichienne et se décline à travers une offre satellitaire et une application commune, en proposant une offre gratuite à compléter de bouquets payants.

Question 6. Quel serait le modèle souhaitable à adopter pour déterminer l'avenir de la TNT ? Selon quel calendrier ? Quelles différentes implications identifiez-vous en matière de souveraineté et de régulation ? Quelles mesures et quels niveaux de coordination et de planification doivent être adoptés pour accompagner l'évolution la télévision française ?

7. Modalités pratiques de réponse à la consultation

Les réponses à la consultation devront être transmises au plus tard le 21 mars 2025, par voie postale ou par voie électronique à :

Madame la Directrice générale des médias et des industries culturelles
Ministère de la culture

Consultation publique sur les perspectives de diffusion et de distribution des services de télévision en France au-delà de 2030

182, rue Saint-Honoré
75033 Paris Cedex 01
mél. : consultation-television-2030@culture.gouv.fr

Les réponses seront considérées comme publiques et pourront être mises en ligne sur le site de la Direction générale des médias et des industries culturelles à l'exception des éléments dont la confidentialité sera explicitement demandée. Les réponses peuvent utilement être appuyées par des documents ou études complémentaires qui resteront confidentiels.

⁴⁹ Note de présentation d'un dispositif assurant une visibilité appropriée des services d'intérêt général accompagnant la délibération du 25 septembre 2024 relative aux conditions de visibilité appropriée des services d'intérêt général et aux modalités de recueil des informations mentionnées à l'article 20-7 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication